

tudes que jamais depuis la seconde guerre mondiale. Le gouvernement actuel n'a pas su regarder en face ces inquiétudes, ces difficultés et ces problèmes; sa propre difficulté, de première importance, consiste à s'écarter de l'habitude de tout envisager du point de vue étroit de l'avantage politique, ce qui, peut-être, explique tant de confusion, de délais, de contradictions et d'incertitudes dans une si grande part de l'administration du gouvernement actuel. Monsieur l'Orateur, on a érigé l'expédient en programme national. Je donnerai tout le temps voulu au premier ministre de prendre en note ce que je dis. En effet, je vais répéter au rythme de la dictée. Lorsqu'il est aux prises avec une situation qui le force à agir, il fait une allocution radiophonique ou un discours, ou nomme une autre commission. La formule de choix, comme je l'ai déjà indiqué, consiste à attendre qu'un problème dégénère en crise, et alors de se dédire joyeusement de tout engagement antérieurement pris ou de toute promesse faite, afin de traiter ce problème par voie de subventions ou de mesures dilatoires. Cela ne suffit pas, notamment à une époque où des mesures sages, constantes et logiques sont nécessaires pour nous aider à résoudre nos problèmes nationaux et réaliser le grand destin qui nous attend.

L'époque n'est pas tant propice à la proclamation tapageuse de déclarations sur la liberté,—nous en avons déjà une abondance, y compris l'une des plus nobles, qui se trouve incorporée à la Charte des Nations Unies,—qu'à la formulation de principes qui rendront la liberté vraiment efficace pour le bien-être, la sécurité et le progrès de l'humanité. Le pain sans liberté peut paraître dur comme roche, mais la liberté sans pain et travail pour le gagner n'est qu'un travesti de la liberté. Si nous ne pouvons pas faire donner la liberté dont nous jouissons, alors il n'est pas de déclaration, tout exaltante qu'elle soit, qui nous aidera beaucoup ou qui nous épargnera quelque mode de gouvernement comportant beaucoup plus de contrainte que de liberté.

Nous, de ce côté-ci de la Chambre, n'avons pas confiance en la capacité du gouvernement actuel à nous donner ce genre d'inspiration en cette époque particulière de besoins. A vrai dire, il s'agit d'un gouvernement pétri de confusion, de contradictions et d'incertitudes, un gouvernement qui pense et agit, avant tout, en fonction d'avantages politiques étroits à court terme, qui tourne en rond avec tout l'exhibitionnisme circulaire d'une performance de "hula-hoop". Comme l'honorable député de Restigouche-Madawaska (M. Van Horne) l'a signalé dans son allocution radiophonique du nouvel an, le Canada a besoin de quelque chose de mieux que cela, quelque chose de mieux, pour employer son

propre terme, que la médiocrité,—et il parlait du gouvernement actuel,—qui, a-t-il dit, ne saurait être tolérée. Voilà ce que nous éprouvons également, monsieur l'Orateur, et à cause de ce sentiment, je propose, avec l'appui de l'honorable député de Laurier (M. Chevrier), que les mots suivants soient ajoutés à l'Adresse:

Nous soutenons respectueusement que les conseillers de Votre Excellence, vu leur programme contradictoire et confus ainsi que leur indécision lamentable en présence de graves problèmes nationaux, tels que les problèmes occasionnés par le chômage croissant, ne méritent plus la confiance de cette Chambre.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je veux d'abord féliciter le chef de l'opposition (M. Pearson) d'avoir abordé tant de sujets. Il s'est vraiment étendu. Il a répété tous les discours dont il n'avait pu tirer beaucoup d'effets à travers le pays.

Son discours d'aujourd'hui, il l'a servi plus ou moins par tranches au cours du récent pèlerinage qu'il a fait à travers le pays. Le fait que nous comptions autant de députés qu'au début répond dans une large mesure à ses critiques. Cela nous rappelle l'amendement proposé il y a presque un an dans cette Chambre, amendement présenté avec autant de force que nous en voyons aujourd'hui et avec autant d'effet. Mais jusqu'à ce que l'honorable député fasse lui-même des commentaires sur ce discours, je croyais que le discours exprimait sa pensée. Mais qu'a-t-il dit lui-même pour qualifier l'amendement qu'il avait proposé, car à la Chambre des communes on ne cherche pas à tendre des pièges? Voici comment il a qualifié sa proposition d'amendement: "J'ai essayé de le prendre au piège, si vous me permettez l'expression, mais il a lancé le piège hors du Parlement".

On a tenté de nous servir une autre de ces ruses aujourd'hui. Je me propose de l'analyser en partie seulement, laissant à mes collègues le soin de répondre aux observations formulées par l'honorable député à cette occasion au sujet de questions visant leurs différents ministères. Nous avons entendu l'honorable député déverser un flot de paroles et des torrents d'accusations, mais je traiterai des faits sans me servir des qualificatifs qu'il a donnés à ses observations.

J'ai été particulièrement intéressé par la tentative de l'honorable député de dépeindre le Canada comme un pays à l'avenir sombre et effroyable. C'est un tableau qui ne tient pas compte des faits et qui n'est pas à la hauteur de l'attitude à laquelle on est en droit de s'attendre de la part de ceux qui occupent des postes de responsabilité.

[L'hon. M. Pearson.]